

Le budget

aux autres utilisateurs pour obtenir des prestations et recevront des prestations inférieures à celles qu'obtiendront ceux qui sont déjà dans le système depuis quelques années. Cela est contradictoire à l'approche au niveau de l'assurance-chômage, de même qu'avec l'approche que vous avez de l'égalité.

• (1550)

Le deuxième volet de ma question porte sur le fait que le même comité ait recommandé qu'il y ait un endettement accru pour les prêts et bourses pour les étudiants dans l'avenir. Effectivement, cela va toucher les femmes encore plus que les hommes, parce qu'au cours de leur carrière, elles connaissent souvent une période où elles n'ont pas de travail rémunéré, par exemple lorsqu'elles sont à la maison pour élever leurs enfants, par choix personnel. Donc, elles devront assumer leurs dettes pendant plus longtemps et avec des montants supérieurs à rembourser. Cela me paraît être aussi une mesure contradictoire.

Le dernier point que je veux soulever, c'est la situation des femmes qu'on appelle les citoyennes sans chèque, c'est-à-dire celles qui n'ont ni aide sociale, ni chômage et qui ne sont pas admissibles à des programmes comme le programme d'aide aux travailleurs indépendants qui permet de faire démarrer des entreprises.

Est-ce que ce ne sont pas trois exemples où le gouvernement aurait pu faire un effort supplémentaire ou tout au moins qu'il pourrait, au niveau de la réforme des programmes sociaux, s'assurer que les femmes ne soient pas pénalisées par des recommandations qui ne seraient pas appropriées et adéquates pour leur permettre de prendre leur place, à l'avenir, au Québec et au Canada?

Mme Finestone: Madame la Présidente, je remercie mon collègue pour ses questions. En tant que père de famille avec deux filles à sa charge, je comprends bien ses intérêts. Je partage sa position à l'effet que nos garçons et nos filles devraient connaître l'égalité de chances et l'égalité salariale. Je partage son point de vue à cet égard et je l'en félicite.

Je dois dire à mon collègue qu'il ne devrait pas s'inquiéter, à prime abord, au sujet de l'assurance-chômage. Jusqu'à maintenant, les décisions ne sont pas prises. C'est toujours une hypothèse. Le rapport de ceux et celles qui ont travaillé si fort pour écouter la population a été déposé et les décisions finales seront prises en temps et lieux.

Au sujet des étudiantes, d'après ce que j'ai compris, dans le Budget de février dernier et dans le dernier Budget, la situation a été améliorée et il est plus facile pour les femmes d'accéder à des bourses quand elles veulent faire un doctorat. Aussi, il y a des situations pour lesquelles je ne peux me rappeler toutes les circonstances à ce moment-ci, mais je vais certainement m'informer et vous envoyer le reste des détails. Mais je sais que les femmes ont été privilégiées à cet égard et si on recherche l'égalité, j'espère que le moment viendra où on n'aura pas à prendre des mesures de cette nature pour que les femmes aient les acquis auxquels elles ont droit.

Au sujet des petites et moyennes entreprises, je dois vous dire que pour la première fois, on a, dois-je dire menacé les banques ou on leur a suggéré fortement, on les a conseillées à l'effet que si elles ne protègent pas et si elles ne donnent pas une allocation ou un prêt aux petites et moyennes entreprises qui en font la demande, on va prendre des sanctions un peu plus sévères qu'on a déjà entreprises. Quand on voit que 40 p. 100 de toutes les affaires entreprises par les femmes ont un taux de réussite supérieur à celui des hommes, c'est parce que je crois que les femmes étudient la situation bien plus en profondeur. Elles ne prennent pas autant de risques, c'est vrai, mais elles ont une réussite, en bout de ligne, qui est meilleure.

Je dois vous dire qu'il y a une étude qui vient de démontrer que pour les entreprises qui sont en place depuis 25 ans, 50,1 p. 100 de ces entreprises sont gérées par des femmes et ce sont des réussites incroyables, avec un chiffre d'affaires qui est étonnant. J'espère que cela répond plus ou moins à vos questions, mais je peux vous assurer qu'on n'a pas gagné toutes les causes encore au sujet de la condition féminine. On doit entreprendre des démarches en partenariat avec les personnes, comme mon honorable collègue, et je compte sur la coopération de tout le monde, surtout ici, en Chambre.

• (1555)

[Traduction]

M. Dick Harris (Prince George—Bulkley Valley, Réf.): Madame la Présidente, j'ai écouté l'exposé de la ministre et je souscris à une bonne partie de ses propos, notamment lorsqu'elle a dit, au début, que les femmes comprennent très bien la nécessité des restrictions financières et ce qu'il faut pour diriger une entreprise ou un ménage.

Mon épouse qui, soit dit en passant, est une femme, comprend. . . Madame la Présidente, c'est dommage que ma femme ne soit pas ici pour entendre les commentaires de la députée de Halifax. Je suis persuadé qu'elle s'en formaliserait. Elle suit peut-être le débat à la télévision.

Je le répète, ma femme comprend bien la nécessité d'imposer des restrictions financières, comme l'a si bien dit la ministre. À propos, madame la Présidente, ma femme appuie aussi à 100 p. 100 ma décision de renoncer au régime de retraite plaqué or des députés. Pourquoi? Parce que, à l'instar de millions d'autres Canadiennes qui comprennent qu'il faut se serrer la ceinture en ces temps de crise financière pour assainir nos finances nationales, elle croit que cela doit commencer au sommet, soit ici même à la Chambre des communes.

J'ai une question à poser à la ministre. Si les députées libérales appuient effectivement que l'on prêche par l'exemple, pourquoi s'accrochent-elles encore tellement à ce régime de retraite toujours doré des députés?

Mme Finestone: Madame la Présidente, que les femmes savent administrer des budgets. Elles savent comment faire fructifier des fonds. Elles ont été très prudentes parce que la situation l'exigeait, parce que les hommes n'ont pas toujours été très